

b. Besoins pédagogiques

Filières de formation concernées :

Master 2 Droit des Interventions Publiques : note de synthèse ; risques et collectivités territoriales ; développement économique ; préparation aux concours ; séminaires d'actualité.

Licence d'administration publique : finances publiques locales et sociales.

Licence métiers des administrations locales : note de synthèse.

c. Compétences pédagogiques recherchées

Apporter une vision pratique du droit public, s'investir dans la préparation écrite et orale des concours administratifs et dans la formation continue.

Connaître les techniques de préparation aux concours administratifs, notamment celles de la note de synthèse et de la synthèse du dossier.

Faire le lien entre l'université et le monde professionnel en ouvrant des perspectives de coopérations institutionnelles à présenter lors de l'audition (stages, journées d'études, conférences) et qui donneraient lieu à contractualisation.

Aptitudes attendues :

1) encadrement individuel des étudiants (enseignant référent, mémoire, stage, projet)

2) interventions dans les modules de projet personnel et professionnel de l'étudiant, de méthodologie du travail universitaire

3) capacité à établir des passerelles entre la faculté et le monde professionnel.

d. Implications attendues

- mise en place de coopérations institutionnelles entre la faculté et le monde professionnel

- rayonnement : participation portes ouvertes, liaisons avec les lycées, salons, formations

- relations aux milieux socio-économiques : visites en entreprise, contacts avec partenaires locaux

- relations internationales : partenariats / conventions

e. Contacts

Nom du Président de la section de droit public : **Monsieur Serge BOUJU**

Email du Président de la section de droit public : serge.bouju@univ-angers.fr

2. Recherche

a. Le laboratoire et son environnement

Nom du laboratoire, acronyme détaillé avec EPST associés : Le Centre Jean Bodin est un laboratoire de recherche en droit et science politique. Le laboratoire a obtenu en 2008 la labellisation d'équipe d'accueil sollicitée auprès de l'autorité de tutelle en novembre 2006 : **CJB UPRES EA n° 4337**, du pôle de recherche Lettres Langues Sciences Humaines et Sociales (LL-SHS).

Cette équipe (droit privé, droit public, histoire du droit, science politique) regroupe **49 enseignants-chercheurs et chercheurs, 49 doctorants et 3 personnels administratifs.**

Localisation : Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion

Effectifs recherche du laboratoire : *Cette équipe (droit privé, droit public, histoire du droit, science politique) regroupe 49 enseignants-chercheurs et chercheurs, 51 doctorants et 3 personnels administratifs (BIATSS).*

b. L'activité de recherche du laboratoire

Le projet scientifique du Centre Jean BODIN pour la période 2017-2021 s'organise autour des 2 axes suivants :

Axe 1 : Patrimoine, entrepreneuriat, cohésion sociale et justice

Cet axe procède d'un regroupement des deux premiers axes de la précédente organisation du laboratoire (Axe 1 Droit, justice et économie ; Axe 2 Droit sanitaire et social et cohésion sociale) en ayant pour dénominateur commun le rapport du droit à la société. Cet axe recouvre un important spectre de matières concernant le droit privé mais qui, dans leurs liens avec la question sociale, intéressent également le droit public. Dans les aspects « société » et « justice », les recherches portent sur le droit des contrats, le droit du patrimoine, le droit de la propriété intellectuelle, le droit des affaires, le droit processuel, le droit pénal et sciences criminelles ainsi que les recherches relatives aux discriminations et inégalités. Au titre de la « cohésion sociale », sont concernés le droit du travail, le droit de la sécurité sociale, et l'action sociale. Sur ce registre, les recherches ont trait aux acteurs de l'action sanitaire et sociale ainsi qu'aux enjeux qui s'attachent aux relations d'entreprise, qu'elles soient individuelles ou collectives.

Directrice de l'Axe 1 : Aline VIGNON-BARRAULT

Directeur adjoint : Bernard GAURIAU

Axe 2 : État(s) et Europe, nouvelles régulations

Cet axe interroge l'État français, spécifiquement, et plus largement les États dans leurs relations avec le droit européen et le droit international sur les thématiques de souveraineté, de compétences et des droits de l'homme mais aussi dans leurs relations avec les collectivités infra-étatiques à propos des questions liées au développement territorial et aux identités territoriales. Le tout s'articulant autour de la problématique de la norme, l'enjeu des nouvelles modalités de régulations juridiques dans l'État post-moderne se trouve posé, avec pour ligne d'horizon l'émergence de nouvelles thématiques : gouvernance de l'État et démocratie participative, norme et santé, norme et éthique, droit et numérique, ou encore droit des groupes en ses différents aspects (minorités et peuples autochtones, droit des groupes devant les organisations internationales, groupements professionnels, groupements de consommateurs, groupements d'utilisateurs). Ce qui en définitive sollicite aussi bien la recherche en droit public dans toutes ses branches, que la recherche en droit privé dans certains domaines (droit de la consommation, droit de la santé, droit fiscal), ainsi que la science politique et l'histoire du droit dans la mise en perspective.

Directrice de l'Axe 2 : Bérangeère TAXIL

Directrice adjointe : Martine LONG

c. Positionnement recherche du PAST recruté

Vis-à-vis des étudiants : formation par la recherche, direction, co-direction de mémoires...

Responsabilités scientifiques dans les programmes ou contrats de recherche : participation, portage.

En diffusion scientifique et technique : participation à des colloques, publications.

d. Contacts

Nom du Directeur du laboratoire : Monsieur Félicien LEMAIRE

Email du directeur du laboratoire : felicien.lemaire@univ-angers.fr

Adresse du site web du laboratoire : <http://centrejeanbodin.univ-angers.fr/fr/index.html>

Descriptif du laboratoire : Centre Jean Bodin

III – Informations portail européen EURAXESS :

1. Job position (Lecturer, Professor):

Permanent Non permanent lecturer (Recognised R2)

2. Job profile (up to 300 characters):

At the University of Angers, the Law Department seeks to appoint from September 2021, a new faculty member in the position of a non permanent lecturer of civil service examination, administrative law, local communities, economic development, public finance.

Applicants must have a Doctoral degree, Ph.D., or equiv. in law, or a closely related area, by the time of appointment.

Applicants should have pedagogical aptitude and experience in teaching (in French) and supervising students at Bachelor's level and Master's level, as well as contributing to further teaching and administrative responsibilities of the department. He/she will be asked to promote the Department and its teaching and research environment.

A greater attention will be on applicants with research expertise and interest in civil service examination, administrative law, local communities, economic development, public finance. Additional expertise in quantitative applications in the fields mentioned above is welcome.

3. Research fields:

The appointed candidate will be part of the Centre Jean BODIN, the research group in Law at the University of Angers.

He/she should develop and maintain a research-agenda in the fields of civil service examination, administrative law, local communities, economic development, public finance.

We offer a dynamic, international, and team-oriented working environment in intensive dialogue with academic colleagues and business partners. Angers is a green and dynamic city, and our innovative university is rank 1 in France (students success rates, Bachelor).